

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

« La police avec nous »

LA POLICE LYONNAISE A MATRAQUE LES OUVRIERS EN GREVE A VAULX-EN-VELIN, QUI VOLAIENT INTERDIRE AUX JAUNES L'ENTREE DE L'USINE.

SOUS TOUS LES GOUVERNEMENTS « L'ORDRE DOIT REGNER ».

Mettre la légalité en vacances...

Ainsi, il s'avère, par le discours de M. Léon Blum au Conseil national du P. S., que les « nouveaux messieurs » du gouvernement de Front populaire ne ressembleront que d'assez loin à des chambardeurs.

Comme tout homme d'Etat classique et de sens rassis, M. Léon Blum, avant même d'être au pouvoir, ne semble plus avoir désormais qu'un but : rassurer les possédants.

Aussi, après le discours de l'Hôtel Moderne, la Bourse, qui flanchait dangereusement, les rentes qui s'effondraient, se sont redressées d'un seul coup. La Banque de France elle-même reprenait confiance. Allons, on pouvait respirer dans le camp de la bancrocte : ce gouvernement de Front populaire n'avait pas l'air si terrible.

Il semble bien que ces messieurs des deux cents familles et leurs alliés aient raison d'être rassurés. On chercherait vainement dans le discours de Blum, quoi que ce soit qui ressemblerait à une menace précise de leurs privilèges. Muet sur les décrets-lois M. Blum. Muet sur l'amnistie. Bouche cousue sur le programme financier en général du F. P., sauf la promesse devenue rituelle de défendre le franc.

La sagesse soudaine de M. Blum n'est d'ailleurs pas isolée. C'est à qui, parmi les chefs du Front populaire, s'affirmera le moins révolutionnaire, et chacun multiplie les assurances qu'il ne veut rien bouleverser au régime social. Les plus « hardis » disent seulement qu'il y a quelques émondements nécessaires à opérer dans ce que M. Caillaux appelle l'arbre de la richesse sociale.

Tout cela explique que rien n'étant changé, il faudra bien demain faire appel, pour faire face aux difficultés financières de l'emprunt et au crédit public de cette chère petite classe moyenne à laquelle on a d'ailleurs tout sacrifié pendant la campagne électorale.

Certes, nos grands constructeurs, nos importants faiseurs de plans, ceux qui n'ont que mépris pour les négateurs que nous sommes, ont des solutions toutes prêtes à la crise financière et économique. Les uns veulent faire payer les riches par un prélèvement progressif sur les grosses fortunes, les autres se tournent vers les trusts des assurances et prétendent par des combinaisons de réassurance au profit de l'Etat, les obliger à verser dans les caisses de celui-ci les fonds nécessaires à la mise en route des grands travaux.

Nous avons vaguement l'impression, nous autres qui ne nous piquons pas d'être connaisseurs en matière financière ou bancaire, qu'il n'y a pas grand chose à attendre de tous ces remèdes.

L'histoire sociale qui nous est un peu plus familière que cette science incertaine qui s'appelle l'économie politique, nous apprend qu'en tout temps, c'est par la force que se sont opérées les dépossessiones nécessaires et les transferts de puissance ou de richesse.

C'est parce que les paysans en révolte brûlaient les teniers, les actes de propriété, parce qu'ils refusèrent de payer les redevances féodales que plusieurs mois après la nuit du 4 août, l'abolition légale des droits féodaux put commencer à entrer dans le domaine des faits. De même en 1793, quand, à la suite de Jacques Roux, les « anarchistes » imposèrent par l'action directe, à la Convention, les réalisations sociales.

Et quatre-vingts ans plus tard, c'est encore par la force que la Commune — dont les anarchistes célébreront dimanche prochain la vraie tradition révolutionnaire — bouleversait la République conservatrice, et malgré sa défaite, imposait à la III^e République bourgeoise la crainte salutaire des soulèvements populaires.

Il en ira semblablement demain si l'on tient vraiment à ce que cela change. Ou alors il faudra se résigner à ce que tout le système social demeure dans l'état actuel des choses.

Chaque fois qu'un régime est arrivé à sa fin, c'est par la violence et en mettant la légalité en vacances qu'il a fallu l'abattre.

C'est une véritable loi historique que M. Léon Blum connaît mieux que nous puisqu'il en a inventé la formule. Nous nous permettons de la rappeler à son auteur et surtout aux travailleurs qui lui font si généreusement confiance.

lib

Notre prochain numéro

Il sera consacré à la Commune.

Il contiendra en plus d'articles historiques, un important reportage sur la Révolution espagnole de notre camarade Charles Robert, et le manifeste de l'Union anarchiste sur les problèmes actuels.

Camarades, faites vos commandes ; assurez sa diffusion.

MAUVAIS DÉPART

Les vainqueurs du 26 avril et du 3 mai me paraissent avoir commis, au lendemain de leur éclatante victoire, une bien lourde faute.

Lourde, en raison même des conséquences qui en découleront ; plus lourde encore parce que, à mon sens elle témoigne d'un manque d'observation psychologique ou d'une absence de hardiesse qui, par la suite, pourrait fort bien conduire le Gouvernement du Front Populaire à une faillite dont il se relèverait difficilement.

La faute dont je parle, c'est de n'avoir pas immédiatement mis pratiquement à profit le succès, qui, on peut dire, triomphal, des Partis et des candidats se réclamant du Front Populaire.

A peine les résultats définitifs de la consultation électorale étaient-ils connus, que Léon Blum, au nom de la S.F.I.O. qui, par le nombre de ses élus, formera, dans la nouvelle Chambre le Parti le plus fort, réclamait pour le Parti socialiste le droit de constituer l'équipe ministérielle chargée de gouverner.

Je ne sache pas que la réalité et la force de ce droit aient soulevé la moindre contestation.

Dès lors, puisque les cartes étaient abattues et la partie gagnée, pourquoi attendre quatre ou cinq semaines avant que de prendre en mains les leviers de commande ?

Est-ce pour passer sans secousses et presque insensiblement d'un état de choses à un autre et pour donner ainsi à l'opinion publique nerveuse et alarmée l'apaisante impression que rien ne sera sérieusement changé, que la transmission des pouvoirs se fera « en douceur », et que les rouages administratifs ne subiront aucune modification profonde ?

Est-ce dans le but de dissiper les appréhensions ridicules qu'ont fait naître les prédictions sinistres, les outrances, les exagérations, les menaces et les violences qui, dans les journaux, les affiches et les réunions, ont alimenté, de part et d'autre, la polémique électorale ?

Est-ce afin de donner aux adversaires le temps de se calmer et même de se réconcilier ?

(1) « Le Parti Communiste tend la main aux « Croix de Feu, aux Volontaires Nationaux, aux « Travailleurs catholiques, en vue de buter pour la grandeur et l'avenir de notre France ». (Textuel). Maurice Thorez, le 6 mai, au Palais de la Mutualité.

Est-ce pour rassurer la bourgeoisie, que les vaincus cherchent à paniquer sur la façon de gouverner que les dirigeants de demain entendent pratiquer ?

Serait-ce, ainsi que le bruit en court, parce que l'accord qui s'était fait sur le programme destiné à amener l'électeur subit des accros et se lèzarde, maintenant qu'il s'agit de l'appliquer ?

Serait-ce, comme l'insinuent les mau-

Vers les six pages

Cette semaine encore un certain nombre d'articles sont obligés de rester sur le marbre. Le format du journal est trop restreint. L'activité sociale nous sollicite de tous les côtés. D'ici quelques jours, le Gouvernement du Front Populaire sera au pouvoir, nous voudrions pouvoir mener activement campagne en faveur des chômeurs, pour l'amnistie, le droit d'asile, l'abrogation des lois scélérates, pour l'abolition des décrets-lois, etc... Mais pour tout cela, notre LI-BERTAIRE n'y suffirait pas. Nous voudrions aussi accorder une plus large place à nos camarades de province et aussi aux jeunes, malheureusement notre format ne nous le permet pas.

Le Congrès a décidé de tout tenter pour que le LI-BERTAIRE passe de 6 pages à partir du mois d'octobre. Nous avons la ferme conviction que cela sera. Mais en attendant nous avons décidé de paraître sur six pages une fois par mois.

Déjà aux mois de mars et d'avril nous y sommes parvenus, ce mois-ci nous avons l'intention de sortir le numéro sur la Commune lui aussi sur six pages. Malheureusement, à la suite de la campagne électorale, notre trésorerie est vide. Pour y parvenir il faudrait que nous recevions 500 fr. de souscription.

Nous ferons un tirage supplémentaire de ce numéro que nous laisserons aux conditions habituelles, c'est-à-dire à 20 francs le cent, 12 fr. 50 les 50, 3 fr. les 10.

Pour notre numéro de la Commune qui pourra être largement diffusé dans les troupes du Front Populaire pendant le défilé devant le mur, nous faisons un appel pressant, nous répétons il nous faut 500 francs de souscription. Vite camarades, envoyez votre aide.

Adressez les fonds à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20^e). Chèque postal 596-03 Paris.

LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

La situation politique et les forces en présence

Nous avions promis à nos lecteurs de leur donner des informations sûres concernant la position de nos camarades d'Espagne, face aux événements sociaux qui la bouleversent. Seul un retard de correspondance nous a empêchés de publier dans le dernier numéro les informations annoncées. Mais, en dehors des premiers renseignements qui nous parviennent sur le congrès de Saragosse, tenu par la C. N. T. réunifiée, nous pouvons insérer dès cette semaine l'article suivant de notre ami Charles Robert, sur la situation politique et économique en présence de l'U. G. T., de la F. A. I. et de la C. N. T. Cet article sera suivi par d'autres.

Rien ne démontre mieux la stupidité du système capitaliste que les frontières qu'on a imposées aux peuples. En plein vingtième siècle, pendant que la voix humaine met six secondes pour parcourir la terre et revenir à son point de départ, cette pauvre Europe est divisée, compartimentée, remplie de barrières, derrière lesquelles végètent une poussière innombrable d'Etats, par des lois correspondant aux nécessités des âges depuis longtemps révolus.

Le paysage entre Cerbère et Port-Bou ne change guère. Les coteaux peuplés de murs de pierre et de vignes témoignent de cette opiniâtreté que l'homme met à disputer la terre aux éléments.

Ce qui frappe le plus le voyageur qui pénètre en Espagne, ce n'est pas le changement du paysage ou la conformation différente des nuages, mais le déploiement insolite de la force publique.

La machine étatiste d'Espagne marche mal. Ses grincements s'entendent au delà des frontières, sous forme de télégrammes annonçant des conflits sociaux aigus.

Malgré les soins que mettent les descendants dégénérés des hommes de 1793 pour camoufler la vérité et détourner la vague révolutionnaire qui menace de rompre les digues sociales et de tout emporter en Espagne, la vie quotidienne accomplit son œuvre lente et aucun observateur ne peut s'empêcher de constater, dès qu'il commence à fouler le sol ibérique, que de grands événements se préparent.

Dans le train, deux Espagnols, petits commerçants, étaient assis en face de moi.

Ils étaient d'accord pour déclarer que cela ne pouvait pas durer et que le peuple devait triompher.

La République des policiers

Quand nous sommes arrivés à Port-Bou, une vingtaine de représentants de la force publique, de tout sorte, nous attendaient. Les uns étaient armés de mousquetons, d'autres de revolvers. Je me rappelle avoir vu, l'année dernière, à Salzbourg et à Belgrade, la force publique remplir presque à elle seule ces deux villes.

Les régimes de force se ressemblent, malgré les distances qui les séparent.

Ainsi la République espagnole, baptisée pour la circonstance « République des Travailleurs », dépense, pour entretenir les forces répressives, environ sept fois plus que Primo de Rivera.

Elle dispose, pour réprimer toute tentative de changement social, d'environ 50.000 gardes civils, 37.000 carabiniers, 20.000 gardes d'assaut, 8.000 gardes de sécurité, 10.000 agents de la Sûreté. En face d'un peuple affamé d'environ 800.000 chômeurs dont 481.000 provenant des campagnes, les représentants de la force publique se promènent l'air avantageux, bien nourris, sanglés dans leurs uniformes bariolés.

On peut dire que la seule industrie qui marche, actuellement, en Espagne, c'est celle de la police.

L'avenir incertain du Front populaire

Le jour du premier mai était proclamé fête officielle et le chômage était total.

A Barcelone comme à Port-Bou, tout était fermé. Cafés, restaurants, taxis, tramways, tout était arrêté. Seuls les chemins de fer fonctionnaient.

Nos camarades de la C. N. T. n'avaient pas organisé de meetings, le congrès de Saragosse, ayant absorbé toute leur activité.

La foule est joyeuse et rien ne semble l'inquiéter, malgré les événements récents : grève des métallurgistes, assassinat de l'ancien préfet catalaniste Badia. Mais cette tranquillité n'est qu'apparente. On se demande dans tous les milieux quel sort est réservé au Front populaire, et l'on doute fortement qu'il soit capable de réaliser des réformes de structure que le moment exige.

ses langues, pour que le jeu des ambitions de parti et des arrivismes personnels a jeté la discorde au camp d'agrément ?

Peut-être — et très probablement même — y a-t-il un peu de tout cela dans les considérations qui ont amené MM. Sarraut et Blum : le premier à rester en fonctions jusqu'au commencement de juin, le second à ne prendre le Pouvoir qu'à cette date.

Je ne suis pas étonné que le Parti socialiste ne mette en avant aucun des motifs que je viens de signaler. Ce serait montrer le bout de l'oreille, quel effort que l'on fit pour le dissimuler.

Et ce bout de l'oreille c'est la volonté bien arrêtée de ne rien brusquer, de ne rien briser, de ne rien faire qui apparaisse comme une menace dirigée contre les intérêts sordides du français moyen, rien qui heurte de front les préjugés courants ou la sacro-sainte routine.

Si, les chefs responsables du Front Populaire ont d'ores et déjà l'intention de ne pas respecter les engagements qui ont été pris et de ne pas tenir les promesses qui leur ont valu la victoire, ils ont raison de donner à la fièvre que le triomphe a jetée dans les veines de leurs partisans le temps de fomber. S'il en est ainsi, ils tablent sur les déceptions que ne manquera pas de susciter leur manque de parole et ils espèrent que la déception sera moins cruellement ressentie parce que, retardée, elle sera moins brutale.

Dans ce cas le peu d'empressement qu'ils mettent à saisir le gouvernail s'explique et leur manœuvre n'est pas maladroite.

Mais s'ils sont fermement résolus à appliquer leur programme dans ses parties essentielles, c'est-à-dire à réaliser les revendications fondamentales et à prendre les mesures opérantes qui, seules, sont de nature à résorber le chômage et à faire circuler jusqu'aux extrémités de ce pays la part de bien-être à laquelle, sans distinction d'âge ni de sexe, tous ceux qui vivent sur le sol français ont droit, par suite de la productivité résultant de l'outillage et de la technique modernes, s'ils sont déterminés à épargner à tout prix à la Nation les atrocités de la guerre ; s'ils sont farouchement attachés à l'édification de la Paix dans le monde.

SEBASTIEN FAURE.

(Lire la suite en 3^e page)

La réconciliation des tendances ouvrières

La répression des gouvernements précédents a eu pour effet de réconcilier les militants et les affiliés des deux centrales syndicales.

Partout, dans les usines, les chantiers, ils collaborent. Ce n'est qu'au sommet de l'U. G. T. qu'on trouve de la méfiance et un mélange de peur et d'espoir secret de voir la C. N. T. rentrer dans le giron marxiste. Tous les observateurs impartiaux sont unanimes pour constater que la C. N. T. est une force formidable sans laquelle aucune mesure d'ordre social ne peut être prise.

Cette réconciliation de la classe ouvrière s'est opérée sur le terrain syndical et a eu comme première répercussion la chute de Portela Valladare et d'Alcala Zamora.

L'imbrroglio politique et la crise des partis

Mais que dire de la situation politique actuelle ? Elle est extrêmement embrouillée. Une chose cependant se dégage : crise dans tous les partis politiques, tandis que les forces ouvrières établissent des contacts suivis sur le terrain syndical.

L'agitation que mène le parti communiste est superficielle et le nombre des mandats politiques qu'il détient est dû surtout à des combinaisons électorales.

Un bourgeois m'a dit : ! Les communistes, en Espagne, sont sages, ils sont moins dangereux pour l'ordre public que les socialistes de gauche. La C. N. T. et la F. A. I. sont les seules forces vraiment révolutionnaires et nous donnent beaucoup de souci.

Je reviendrai sur la crise politique. Voyons maintenant ce qui se passe dans le formidable creuset social qu'est la C. N. T.

Allons à Saragosse. Charles ROBERT.

(Voir en troisième page le compte rendu du congrès de la C. N. T.)

La semaine prochaine : La C.N.T. et la F.A.I. devant la République.

Le problème des alliances révolutionnaires.

Périls et espoir

Ainsi, une fois de plus l'on va voir, selon la célèbre et sarcastique formule « une croisade se terminer en razzia ». Nombre de citoyens et de camarades vont se transformer en nouveaux messieurs. Et de toutes les promesses du « Front Populaire » celle d'assurer à ses supporters les plus influents toutes les places, tous les postes et toutes les sinécures est celle qui a la plus de chances d'être tenue.

Pour ces nantis, il y aura quelque chose de changé, et ils s'étonneront que, à leur révolution faite, tout le monde ne partage pas leur enthousiasme et leur satisfaction.

Mais parmi les triomphateurs officiels du moment il s'en trouve beaucoup, et peut-être M. Léon Blum lui-même, en est-il le meilleur exemple, qui ne semblent pas éprouver une confiance énorme dans ce qu'ils seront capables de faire et songent surtout à se préoccuper plutôt de rejeter sur d'autres la responsabilité d'échecs qu'ils ne sont pas sans redouter.

Et quand l'on voit M. Blum et les siens, mis à l'épreuve en des circonstances d'ailleurs parfaitement difficiles, ressasser à peu de chose près les antiques rengaines de Tardieu et autres sur la confiance, la prospérité et « l'outil national », l'on peut douter qu'ils se fassent beaucoup d'illusions sur les possibilités de l'action qu'ils voudraient exercer.

Le programme économique et financier du Front Populaire était admirable pour faire des élections. Il promettait tout bonnement d'améliorer la situation de tout le monde, en conciliant d'ailleurs les intérêts les plus contradictoires, sous le couvert de quelques tirades démagogiques. Il était conçu pour être applaudi et non pour être appliqué.

Que M. Blum ou un autre gouverne, la crise économique n'est pas close, la situation budgétaire est telle qu'il faudra bien la liquider d'une façon quelconque et probablement par l'un des moyens mêmes que le Front Populaire déclare réprouver.

Quant à la situation extérieure, elle s'aggrave de plus en plus. Et le triomphe du Front Populaire et de sa folle politique extérieure, accroît de beaucoup les chances pour les Français d'être, sous prétexte de sécurité collective, entraînés dans une nouvelle guerre mondiale.

Péril de guerre que l'on voit de nouveau apparaître. Péril de voir les travailleurs, dégoûtés du socialisme à la Blum, du communisme à la Vaillant-Couturier, du syndicalisme à la Jouhaux s'abandonner à quelque aventurier national-socialiste. L'histoire de la France, si l'on n'y prenait garde, pourrait ressembler à celle de l'Allemagne où les triomphes électoraux d'extrême-gauche ont eu de sinistres lendemains.

Et tandis que les « gens sérieux » des organisations et des partis « ouvriers » vont se jeter à la curée des profits, tandis que va sévir le démolissant « ministérialisme », il importe que les vrais militants prolétaires, les non officiels, les indépendants, se regroupent et se coalisent, qu'ils saignent, contre les préparateurs de guerre et les tarés du politicianisme, la cause de la classe ouvrière française.

Dans la période qui va s'ouvrir, leur rôle peut devenir immense. EPSILON.

Pourquoi la fusion avec l'union anarchiste

Comme suite aux débats de notre dernier congrès la Fédération Communiste Libertaire vient de fusionner avec l'Union anarchiste. Nos camarades donnent les raisons de leur décision.

Notre organisation se trouve ainsi renforcée de solides énergies.

Nous nous réjouissons de cette fusion qui est le premier pas vers l'Union de tous les anarchistes révolutionnaires, bientôt tous unis vers le but final, le communisme Libertaire.

Devant la situation actuelle, tant politique qu'économique et à la veille d'événements sociaux dans lesquels les anarchistes-communistes auront un rôle important à tenir.

Les membres de la Fédération communiste libertaire ont jugé qu'il était plus urgent de grouper tous les anarchistes-communistes, tous les communistes libertaires dans une même organisation.

Nous tenons aussi à déclarer que plus que jamais nous sommes convaincus de la justesse de notre position : organisation sérieuse, cotisation régulière, propagande coordonnée et non contradictoire, travail effectif dans le mouvement ouvrier, idéologie commune, responsabilité collective.

Position que nous défendrons au sein de l'Union Anarchiste et qui nous le pensons, devant les événements et les nécessités de la lutte des classes, sera bientôt adoptée par l'Union anarchiste entière.

En ces quelques lignes très brèves, ne voulant en aucun cas encombrer les colonnes du « Libertaire », nous avons tenu à mettre tous les camarades au courant des raisons de cette fusion et aussi de notre position.

Pour conclure, nous demandons à tous les anarchistes-communistes de rejoindre l'organisation fusionnée, de venir œuvrer avec nous pour faire de l'Union Anarchiste une organisation solide et puissante avec laquelle le capitalisme et les partis politiques devront compter.

Pour la Fédération communiste libertaire Ch. Carpentier.

DU DANGER DE JOUER LES IMBÉCILES

Le Front populaire au pouvoir sauvera-t-il surtout la bourgeoisie ?

C'est avec une parfaite sérénité d'esprit en face du monde bourgeois que Thorez a précisé à la Mutualité que le fameux prélèvement sur les fortunes ne constituait nullement une mesure d'expropriation. Il faut reconnaître que nul ne lui demandait de précisions autre qu'un louable accent de franchise. C'est évidemment jouer sur la nature de l'opération. Il n'est pas plus stupide à un communiste de dire au monde bourgeois qu'un prélèvement n'est pas une expropriation que d'inculper tout le contraire au prolétariat. La tournure de la proposition dépend du public qu'elle vise, mais le fait n'en demeure pas moins. Disons que la première forme serait habile si elle ne compromettait par son habileté même l'exécution et la compréhension de la chose. Il est faux de prétendre que les prélèvements sur le capital, qu'ils soient sporadiques et totaux ou généralisés et partiels ne constituent pas dans leur essence des expropriations. La nationalisation des biens du clergé et de la noblesse furent dès 1789 des mesures anticapitalistes, imposées à la base par le peuple et exploitées au sommet contre l'intérêt général. Toute évolution économique se traduit par une remise en question du principe même de la propriété. Elle se traduit par un remaniement économique dont le possesseur se méfie et dont le prolétariat se réjouit. C'est ensuite seulement dans le dosage quantitatif, dans la réglementation et la gestion des biens expropriés que se traduit l'acte avec sa véritable signification.

L'expropriation peut être un simple expédient financier destiné à gager des appels au crédit. Elle s'intègre alors proprement à l'économie bourgeoise dont elle marque une étape. Toute féodalité foncière, financière ou politique demande périodiquement une décentralisation partielle des richesses, du pouvoir. Cette décentralisation a fait passer à la fois la propriété foncière et le pouvoir politique des mains de la noblesse et du clergé dans celles de la bourgeoisie (1789). Il faut penser que la bourgeoisie de 1936 est étranglée par une cabale de gros profiteurs, politiciens, régents, magnats. La raison lui commanderait de s'en séparer quoiqu'un sentiment l'y rattaché. Il est fort probable que si la bourgeoisie se ressaisit de la peur du mouvement ouvrier ou si elle l'évince à temps, ou si elle le canalise, elle reprendra dans l'Etat la place qu'elle peut encore revendiquer en toute connaissance de ses forces : la meilleure et la première.

On comprend qu'un mouvement qui croit à la politique se ménage le premier outil économique du pays, les seigneurs du coupon de rente, contre certains barons, industriels et financiers qui constituent une féodalité qui n'eût jamais rien à voir avec le franc jeu du crédit et des institutions parlementaires. C'est pourquoi il ne faut pas que le prélèvement sur les fortunes se définisse par l'expropriation qui toucherait en se généralisant des couches plus modestes de la bourgeoisie, mais pour une mesure d'intérêt général sur le dos des trusts, des banques et de deux petites centaines de gros rapaces qui assassinent la France, la bourgeoisie — et parfois même le prolétariat.

« Ce prélèvement extraordinaire dit aux bourgeois le programme communiste, est destiné à gager de grands travaux. Libre à vous de racheter par l'intermédiaire de l'emprunt toutes les créances que l'Etat s'attribue. Le patrimoine bourgeois ne sortira pas de la famille bourgeoise. L'ouvrier n'exploitera pas vos usines, il ne couchera pas dans vos lits, mais fera respecter par des lois qui porteront son timbre un capital sanctifié par votre compréhension nationale. Nous nous substituons à vos politiciens défilants pour une entreprise de salut public que vous proposiez Marin en 1920. Nous allons vous vendre des titres de propriétés gagés sur ce que l'Etat vendra de vos richesses personnelles. Car il faut faire payer les riches pour que nous vivions, mais il faut recréer des riches pour ne pas précipiter notre évolution politique. »

Mais les bourgeois sont souvent bêtes et le peuple est pressé. Il est possible que l'ultime appel de la sagesse communiste ne soit entendu ni des bourgeois qui ne veulent pas être expropriés par prélèvements, ni des ouvriers qui, ne comprenant rien aux prélèvements, exigent tout de suite des expropriations. Pas une expropriation à un pour mille ou trois pour cent, mais une action compacte pour la main-mise sur les entreprises qui vivent déjà d'une exploitation collective. Et tout le reste de la propriété ne doit pas sortir intact de l'expérience. Quoi qu'en pensent les Duclos et les Caillaux, il ne suffit pas d'émouvoir les branches en respectant les racines. Le jour où le mouton ne voudra plus être tondue, il faudra bien le saigner. L'époque n'est pas si lointaine ni si différente où des bolcheviks moins temporisateurs que les nôtres cadenassaient les boutiques de Moscou et traquaient impitoyablement la prostitution du commerce.

Si, enfin, la nécessité ne s'impose pas aux communistes que le principe des expropriations soit posé, il serait sans doute décent pour le présent et opportun pour le futur qu'il ne s'élève pas entre ces réalisateurs politiques et les masses terriblement négatives des discussions qui pourraient être funestes à l'avenir du mouvement ouvrier.

Le Front Populaire est au pouvoir. Il lui

incombe non de préparer l'avenir de la bourgeoisie, mais de soulager le prolétariat par des moyens provisoires systématiquement favorables à la classe pauvre. Il restera ensuite à réintroduire l'action du producteur dans une économie fléchissante, à insuffler la vie aux embryons de self-government prolétarien, à préparer la poussée souterraine et profonde du travail.

On peut prévoir et espérer que la bourgeoisie ne comprendra pas les appels qui lui adressent les partis politiques. En particulier qu'elle fera échouer les appels à l'emprunt, mesure suprême qui la préserverait d'une expropriation beaucoup plus large et de l'offensive du prolétariat. C'est seulement dans la mesure où elle appuiera les politiciens socialistes que la bourgeoisie se mettra à l'abri de la révolution prolétarienne. Il n'est pas bien sûr qu'elle le sache. Et c'est dans la même mesure où ils seront lâchés par la bourgeoisie que les politiciens fouetteront la colère du prolétariat au lieu de l'étouffer. C'est dès lors la porte ouverte à l'aventure, tout l'aventure. L'impréparation de la masse au gouvernement est encore la meilleure ressource du fascisme.

Mais les Thorez et les Duclos comprendront-ils jamais qu'en face de toute bourgeoisie il y a beaucoup mieux à faire que les moutons ou les pitres.

LUCIEN DAURET.

En marge des élections

Il y a eu 1.873.103 abstentions

Les journaux sont d'accord pour publier les chiffres suivants :

Electeurs inscrits 11.927.352
Nombre de votants 10.054.749

Donc, abstentions 1.873.103

On a bien lu : un million, huit cent soixante-treize mille, cent trois électeurs inscrits n'ont pas pris part au vote.

La proportion des abstentions par rapport au nombre des électeurs inscrits a donc été de 15,70 0/0.

On nous fait observer que, il y a quatre ans, cette proportion s'élevait à 16,60 0/0 et les fers de l'action parlementaire déduisent de cette constatation que l'abstention perd du terrain, puisqu'on vote de plus en plus.

A notre tour faisons remarquer :

1° Que cette perte est, autant dire, insignifiante : 0,90 0/0, c'est-à-dire pas même un électeur sur cent exactement : 9 électeurs sur mille.

2° Que ce chiffre d'abstentionnistes : 1.873.103 n'a été atteint par aucun Parti, à l'exception du Parti socialiste S. F. I. O., qui a groupé sur les noms de ses candidats 1.922.123 suffrages (pas même 50.000 de plus que les abstentionnistes).

3° Que deux circonstances au moins ont incontestablement contribué à diminuer assez sensiblement le nombre des abstentions : d'une part, la gravité exceptionnelle de la situation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; d'autre part, le battage sans précédent, les dépenses énormes, la propagande démagogique, forcée, le nombre stupéfiant des candidats, pour tout dire un effort inouï de poussée sur les urnes ; et je dédaigne de faire entrer en ligne de compte les moyens peu avouables qu'il est inutile de mentionner ici, mais que, tout le monde connaît.

On ne manquera pas de nous dire qu'un nombre considérable d'abstentions est dû à l'indifférence, à la paresse et que ce genre d'abstention même n'a rien de commun avec l'abstentionnisme réfléchi, conscient et actif enseigné et pratiqué par les anarchistes.

Nous disons exactement la même chose et personne ne le déplore autant que nous. Mais, ne pourrions-nous pas, de notre côté, dire qu'une proportion considérable d'électeurs vote sans trop savoir pourquoi et que presque tous seraient fort embarrassés, s'ils étaient mis en demeure de motiver leurs votes et d'en préciser le but.

Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit. Nous disons que l'abstentionnisme n'est pas en baisse. Nous disons même que, compte tenu des circonstances présentes : de l'appréhension avec laquelle les formations politiques de toute nature se sont heurtées, de la violence et de la passion qu'elles ont déployées dans le combat, on peut hardiment soutenir que l'examen objectif des chiffres atteste l'efficacité de la campagne abstentionniste menée par les compagnons, avec des moyens presque nuls, au cours de la période électorale qui vient de prendre fin.

Quand on songe que près de deux millions de Français sont restés sourds à tous les appels et ont refusé de se servir de leurs cartes d'électeurs, on peut affirmer que l'abstentionnisme est plus vivant et plus conscient qu'il ne l'a jamais été.

S. F.

Notes et Glanes

♦ En tant que propagandiste de la reprise individuelle, j'applaudis de tout cœur à l'appropriation, par le Front populaire, de la vieille devise de l'Action Française : « Tout ce qui est national est nôtre ! ». Sainte Jeanne d'Arc, fille du peuple, héroïne de la patrie, et tout et tout, est en effet revendiquée par ces messieurs. Et l'année prochaine, Léon Blum regnante, ce seront les cohortes disciplinées de l'armée prolétarienne qui défileront avec, derrière, le cortège traditionnel des 500.000 travailleurs... Jeanne avait, paraît-il, sa petite fleur bleue, son âme était blanche... et les travailleurs sont rouges ! Quel symbole !

♦ En attendant, l'Œuvre et l'Huma ont mis un bon coup. Le dimanche 10, dans l'Œuvre, c'est le sémaphique Edouard Herriot qui fait entendre sa voix à Jeanne. Car le paradis et la survie existent, sacré nom de Dieu... Et que dit le bon ange à la bonne vierge ?... Ceci : «... Nous vous avons abandonnés. Nous laissons exploiter votre nom ingénu par les représentants de ceux qui vous ont menée au supplice. Nous sommes des lâches ». Le lendemain, même journal, c'est Gaston Martin qui essaie de faire comprendre. Il commence par dénier aux partis de droite le droit de révéler Jeanne d'Arc dont ils se sont fait un monnaie. Puis il demande si « la sainte de la patrie n'appartient pas plutôt à ce peuple de France au nom duquel le Front populaire a mené la bataille et par qui il fut vainqueur ? » Mais si, voyons... Pourtant le même Gaston Martin nous apprend que « Jeanne est tout de même une manière de demoiselle. Son père est une sorte de syndicat paysan (il n'a rien inventé, triple c...), avec ses syndics de maison. Elle a été tenue sur les fonts par un petit noble local... » Alors, était-elle du peuple, ou servante des prêtres de deux cents familles ?

♦ C'est l'Huma qui nous répond par anticipation, le 10, par l'intermédiaire de Darnat. Régalez-vous du titre, pour commencer : « Notre Jeanne d'Arc — C'était la troisième fille d'un laboureur ». Résumer l'article est impossible. Et nous n'avons pas la place de le reproduire intégralement. C'est dommage. Sachez seulement que les « loups hantaient les villages et que les villageois fuyaient dans les bois ». Puis que l'on « vit un comte de Touraine Ecossais » et qu'il y eût sur le sol de France bien « d'autres enfants inspirés par l'amour du pays et de la liberté ». Enfin « que notre Jeanne d'Arc ait résumé en elle tous les traits de ces fils et de ces filles de notre globe, elle ne nous en sera que plus chère ».

♦ Et maintenant, petits messieurs, freluquets et autres membres non virils du Front populaire, quand allez-vous vous annexer Bernadette, sainte des Landes, fille du peuple ; Thérèse, sainte de Lisieux, fille du peuple ; Geneviève, sainte de Paris, fille du peuple ; et Napoléon Buonaparte, assassin de nos aïeux, mais fils du peuple ? A quand le discours de Thorez, Blum, ou autre Daladier, devant le tombeau des invalides ?

♦ « En ce qui concerne le respect de la propriété, j'ai indiqué que non seulement dans le cadre du régime actuel, mais dans le cadre du régime qu'ils veulent instaurer, les communistes respectent la propriété des petites gens, du commerçant, du paysan, du rentier, etc. C'est clair et net, n'est-ce pas ? » (J. Duclos, Huma du 11-5). En effet, c'est clair et net...

♦ Réponse de Kalinine à une question de la déléguée française aux fêtes du 1^{er} mai à Moscou (Huma du 12-5) : « Nous ne voulons pas faire la guerre, mais si on nous l'impose néanmoins, nous nous battons avec acharnement ». Eh ! bien, non ! Lorsque, réellement, on ne veut pas faire la guerre, on commence par ne pas s'armer (on se désarme, même) et on ne provoque pas un hypothétique agresseur en lui disant grand lâche, viens m'attaquer, que je me défende.

Henri GUERIN.

Camarades de la région parisienne

Retenez vos deux jours de la Pentecôte, les 31 mai et 1^{er} juin, pour participer à notre

Grande balade champêtre

qui se tiendra au bois de GARCHES, AU LIEU DIT « LES QUATRE CEDRES ».

Dès à présent, nous prenons des mesures pour une préparation soignée qui, par des divertissements appropriés, concert, jeux, etc., fera passer à tous quelques instants agréables.

S. F.

GRANDE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ANARCHISTES DE LA RÉGION PARISIENNE

Samedi 23 mai, à 20 h. 30

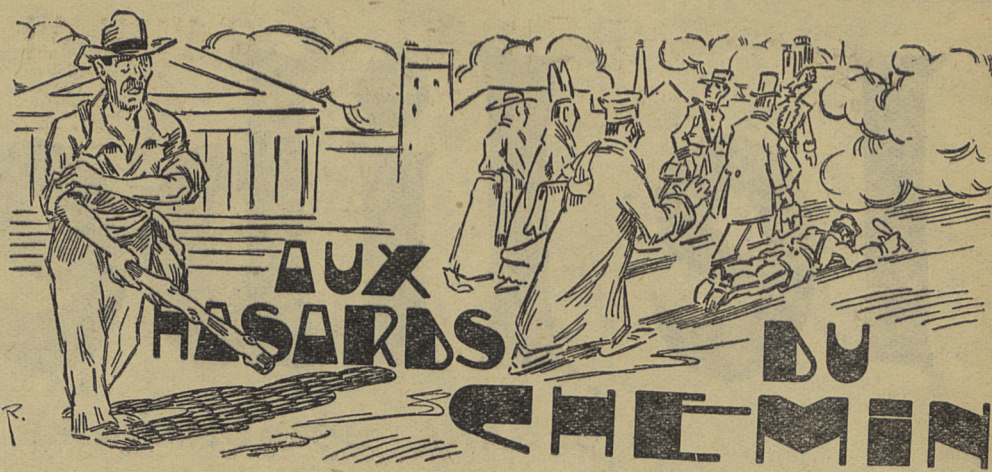
alle de la Jeunesse Républicaine, 10, rue Dupetit-Thouars (Métro : Temple)

LA VICTOIRE DU FRONT POPULAIRE ET LES ANARCHISTES

Orateurs : Faucier, Ringas, Frémont,

Sébastien FAURE

Un pressant appel est fait à tous les anarchistes et sympathisants. Comme dans toutes nos assemblées nos amis seront appelés à donner leur avis sur l'orientation de la propagande qui aura été développée par les orateurs.



De mon wagon

Outrages à magistrat

Raymond Molinié, ex-membre du parti socialiste (S.F.I.O.), comparait lundi dernier devant la 17^e Chambre correctionnelle, présidée par un M. Malherby, magistrat de son métier.

... Son crime ? Avoir été arrêté, le 30 octobre dernier, à la suite d'une bagarre avec les Croix de Feu du 19^e arrondissement, à la sortie d'une réunion que ceux-ci avaient donnée (arrêté, évidemment et comme d'habitude, en tant qu'antifasciste).

Devant le tribunal, Molinié, voulant se charger lui-même de sa défense, revendiqua sa part de responsabilité dans les coups échangés, tout en protestant contre les poursuites dont il était l'objet. Mais, dans la foule de son plaidoyer *pro domo*, il se laissa entraîner à certains propos qui ne furent pas du goût de ses juges.

— Nous sommes bien décidés, dit-il, à nous défendre contre la justice, les magistrats et les Croix de Feu.

Et, à l'avocat de ces derniers :

— Votre présence à cette barre est un outrage au prolétariat.

C'est un point de vue, évidemment, mais ce ne fut pas celui du tribunal, qui requit sur le champ pour outrages à magistrats condamna Molinié à treize mois de prison (vous avez bien lu : treize mois), et le fit arrêter, puisqu'il était venu à l'audience en prévenu libéré.

Quant à la bagarre qui lui était imputée, elle lui valut 100 fr. d'amende et 50 fr. de dommages-intérêts, ce qui semble indiquer le peu de gravité du délit.

Ainsi, voilà un pauvre type qui sans doute avait cru de bonne foi qu'après le succès électoral du Rassemblement populaire, on pouvait y aller carrément, qu'il y avait un nouvel état de choses, et que les juges, comme d'autres responsables, n'avaient qu'à se bien tenir... Et de protester... et de revendiquer... et de menacer...

Seulement, ça n'a pas rendu et l'on peut même dire que ceux de la 17^e Chambre n'y sont pas allés avec le dos de la cuiller !

Pourvu que ce camarade rencontre en appel un peu plus de mansuétude, en attendant l'amnistie que ne pourra pas éviter de décréter le futur gouvernement de Front populaire...

C'est à vous dégoûter de la bagarre avec les fascistes. C'est à vous dégoûter surtout de la justice. Et quand j'écris ce mot-là, je pense irrésistiblement à cette virago casquée, bottée et armée d'un glaive à couper de la tarte et d'une balance à double fléau et à faux poids. Je pense aussi à certains jeux de massacre des fêtes foraines.

L'Œuvre déclare : « Peine un peu lourde tout de même » et « Quel zèle messieurs ! ».

Le Populaire écrit : « Ce sont là de ces colères que les juges devraient pouvoir surmonter. Depuis quand la justice se venge-t-elle ? »

« Sans blague ?... » eût dit Grock.

Depuis quand ? Popu de mon cœur, mais à coup sûr depuis toujours, c'est-à-dire depuis que des hommes se sont arrogé le droit de juger d'autres hommes.

Entre le joyeux temps de la torture et le code Napoléon, il s'est écoulé quatre siècles et plus, mais chaque page du code sur lequel s'appuie notre civilisation recèle un peu de l'ombre sinistre de Torquemada. Chaque page du code est écrite avec le sang des victimes innombrables de cet esprit de vindicte qui a toujours prédominé dans les jugements rendus.

En attendant, ne perdez pas votre temps à manifester des sentiments qui vous assaillent au seuil d'un prétoire, voire à la barre des condamnés. L'avocat est payé pour le faire mieux que vous ne le pourriez ; il a l'habitude !

Et n'allez pas surtout traiter vos juges de singes empaillés, de salopards en tige ou de larbins des deux cents familles. Il faut toujours être poli quand on est invité, et ne pas donner le spectacle d'une mauvaise éducation.

Dites-vous bien au surplus que, désormais, la justice sera égale pour tous, car en vérité je vous le dis, avec le Front populaire la révolution est en marche et rien ne l'arrêtera.

Ainsi soit-il...

Le Banlieusard.

LA REVOLUTION ESPAGNOLE EN ACTES

Nous avons lu dans la presse cette information du 8 mai :

Mières. — La société métallurgique de Mières, s'étant refusée à réadmettre les ouvriers renvoyés antérieurement à octobre 1934, les ouvriers et employés renvoyés au cours de l'année 1933 ont repris de force le travail dans les ateliers. Les directeurs et les ingénieurs ont fermé les bureaux.

Les ouvriers ont pris possession de la fabrique qu'ils exploitent pour leur compte.

On sait que Mières fut, sous l'influence des anarchistes qui y avaient symboliquement proclamé en octobre 1934 le communisme libertaire, un des derniers foyers de résistance de l'insurrection asturienne.

Nul doute que le mouvement d'occupation des usines dont l'information plus haut reproduite n'est qu'un exemple, ne soit également leur œuvre et le résultat de leur influence.

Il traduit bien le sens positif que nos camarades d'Espagne entendent donner à la révolution.

LE SANG DE L'IMPOT

C'est au Dahomey que ça se passe et c'est la Flèche du 2 mai qui nous révèle les faits scandaleux qu'on va lire, relatifs à un des innombrables incidents sanglants motivés dans les colonies par les méthodes de perception de l'impôt. Méthodes importées par nos civilisateurs.

Le 26 juin, le chef de canton Godonou Ouekpé fait arrêter par ses gardes des contribuables retardataires, afin de les chicotter chez lui, comme il fait en pareil cas.

Les captifs, ficelés, non nourris, se traînent pendant deux jours dans une région particulièrement malsaine et marécageuse. Ils arrivent chez le chef de canton Godonou, où la chicotte entre en action. Oussou Gbèhoun, un vieillard de 75 ans, est blessé gravement, une oreille arrachée, perd du sang, reste toute une journée sans soins et meurt le soir du 28 juin. Son cadavre disparaît...

La famille de la victime, malgré des menaces de mort, adresse par écrit une plainte auprès de l'administration. Et comment répond celle-ci ? En faisant assaillir la nuit par plusieurs gardes en uniforme la famille plaignante. Les femmes parviennent à se sauver en sautant à l'eau ; les hommes sont roués de coups par les gardes, qui les torturent en les pendant à une solive, les mènent à la trique chez le chef de canton où on leur arrache les cheveux qu'on leur fait manger. Finalement, ils sont jetés, encore sanglants, dans un cachot administratif, à Abomey-Calavi.

Et on attend que ça se tasse ! Il y a des lustres qu'on dénonce des faits identiques qui se produisent dans « nos » colonies. Cependant, malgré les protestations, les enquêtes, les campagnes de presse, la brutalité des colonialistes ne s'intimide pas.

Les romanichels.

Contre la main-mise bolcheviste

La Commune appartient au prolétariat tout entier

Nous assistons depuis quelques jours à une sornioise manœuvre du P. C. ayant pour fin de détourner à son profit exclusif la manifestation traditionnelle au Mur des Fédérés.

Ca a commencé par une invitation impudente aux socialistes à se joindre à la manifestation du parti communiste. Puis, par la suite, c'est le Front populaire qui a « donné », à la place du parti, sans doute pour éviter des protestations possibles des socialistes.

Mais les socialistes aiment à être sgarnellés. Ils n'ont rien dit publiquement. De sorte que depuis quelques jours l'HUMA remet ça, et insiste sans vergogne sur le caractère que le parti communiste entend donner à SA manifestation, en invitant généreusement « les autres organisations du Front populaire à y participer ».

Ainsi il n'est pas impossible de voir les radicaux, cette année, au Mur avec leur drapeau tricolore. LE DRAPEAU DES VERSAILLAIS ! puisque les communistes les y invitent. Et quand les néo-chauvins moscovites entendent manifester « pour la paix menacée par les hitlériens de l'intérieur et de l'extérieur » on perçoit bien que sous le couvert de l'antifascisme, ils espèrent surtout donner à ce rassemblement prolétaire, un caractère nationaliste, qui sert les intérêts de leurs patrons du Kremlin.

Mais le culot de ces politiciens dépasse toutes les bornes, quand ils prétendent « ASSOCIER LE SOUVENIR DE LA COMMUNE DE PARIS A LA VICTOIRE REMPORTÉE AUX ÉLECTIONS ».

Ca n'est tout de même pas pour servir de publicité à une victoire électorale obtenue par le pire des opportunistes que par milliers les communistes se sont sacrifiés. Leur souvenir était déjà célébré par le prolétariat parisien, qui, sans distinction de tendances manifestait par là son esprit et son espoir révolutionnaires, que les bateleurs d'aujourd'hui étaient encore à la mamelle.

Récupérez, si vous voulez, Jeanne d'Arc, le drapeau tricolore, et tous les hochets du chauvinisme intégral, mais ne profanez pas comme vous le faites le souvenir des assassinés de la Commune par vos agitations politiciennes et nationalardes.

« LE LIBERTAIRE »

n'a pas d'autres ressources que la souscription et l'abonnement



Le Front populaire est-ce la paix ?

Alfred Pevet a raison quand, dans son article du dernier numéro de la **Révolution Proletarienne**, il exprime la crainte que la Chambre de 1936 ne soit une Chambre de guerre. Non point parce qu'elle a plus qu'une autre la volonté de la faire. Mais parce qu'elle n'a, pas plus qu'une autre, la volonté de ne pas la faire et qu'ainsi elle pourra connaître un jour la tentation d'y recourir, parce qu'elle n'a pas reçu le mandat absolu, impératif de s'y opposer par tous les moyens. Quand on observe ces choses, on ne peut s'empêcher d'affirmer que le plus ignoble mensonge, que la plus vile trahison de ces dernières élections c'est le soin avec lequel les partis de gauche se sont attachés à dissimuler le péril d'une nouvelle guerre et à endormir l'inquiétude des masses avec de chimériques assurances. Société des Nations, sécurité collective, c'est avec ces pieux mensonges qu'on a répondu à l'angoisse populaire, laissant aux événements le soin de décider.

Or voilà que, déjà, les événements décident. L'Italie s'est emparée d'Addis-Abeba et poursuit la conquête de l'Abyssinie tout entière que le Gouvernement de Rome a déjà annexée, dans une déclaration solennelle, au nouvel empire italien. Il est inutile d'insister sur l'humiliation que cette conclusion inflige à Genève et quel nouvel avatar elle constitue pour le mythe de la sécurité collective. Or, c'est avec stupeur que nous voyons notre presse de gauche se refuser de le reconnaître et se rabattre sur un ne sait trop quel espoir de disputer à l'Italie le fruit de sa victoire. On parle, en effet, d'un compromis qui serait proposé à Rome et par lequel des restrictions importantes seraient imposées à la souveraineté italienne en Abyssinie. Et, dans le cas fort probable où le Duce n'admettra aucune limitation des droits italiens, on préconise le maintien des sanctions.

Telles sont les grandes pensées des partis de gauche. On remarquera qu'elles sont singulièrement inactuelles et cela d'autant plus que, dans le même moment, le gouvernement anglais s'apprête à lever ces mêmes sanctions dont l'efficacité est à peu près nulle. C'est dans ce jeu puéril qu'on prétend trouver le dernier mot de la politique du Front Populaire. Il est vrai que M. Paul-Bon-

cour ne voudra pas commettre cette sottise. Des journalistes bien informés prétendent qu'il n'est pas parti à Genève sans consulter Léon Blum et que celui-ci lui aurait donné comme instruction formelle de se conformer en tout et pour tout à l'attitude de la délégation anglaise.

Nous ne sommes pas dans le secret des dieux et, par conséquent, nous ne savons pas quelle sera la politique de la France en face du problème éthiopien. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est que cette politique ne rompra pas avec les traditions du Quai d'Orsay. On s'apprête peut-être à jouer une autre partie sur l'échiquier diplomatique, mais on ne changera pas la règle du jeu. Voilà qui ne fait aucun doute. Nous devons constater aussi que l'action internationale de la France demeurera, comme par le passé, à la merci du gouvernement, qu'elle restera le fait du Prince, et ce n'est pas parce que ce Prince devient socialiste que nous nous en accommoderons. Notons à ce sujet que le **Conseil National** socialiste, s'il s'est beaucoup préoccupé de manœuvrer parlementairement avec le maximum de succès, n'a pas inscrit à son ordre du jour le problème extérieur et qu'ainsi nous sommes privés d'informations sur la conduite du futur ministre des Affaires étrangères.

En vérité nous aurions tort de nous montrer rassurés, répétons-le, en voyant que les méthodes du socialisme au pouvoir ne briseront pas avec le passé, qu'on s'apprête à penser internationalement, demain, dans les mêmes formes, selon les mêmes catégories qu'hier, que l'on continuera à parler des intérêts français, de la conception française de la paix, que tous ces mensonges serviront encore à dissimuler les appétits de notre impérialisme et autoriseront les pires équivoques. Répétons aussi que la paix ne saurait se trouver dans cette voie et qu'il faut la confier, non pas à la garde des diplomates blancs ou rouges, mais à l'attention et à la volonté de la classe ouvrière.

Plus que jamais celle-ci doit veiller afin de n'être pas trahie par ceux-là mêmes qu'elle a chargés de la sauver.

LASHORTES.

L'AMNISTIE

Ouvrez-les, et fermez-la...

Oui, Messieurs les élus, les maîtres que nous ont et se sont infligés les électeurs, il faut les ouvrir et tout de suite, les prisons, les bagnes et les frontières. Il faut, par l'Amnistie totale, rendre à la liberté, à la vie, les milliers de pauvres types qui souffrent, certains depuis plus de vingt ans, et qui espèrent encore. Oui, depuis plus de vingt ans, des déserteurs ou in-soumis, sont en exil, ou au bagne, ou en doublement. Leur crime ? Avoir eu le grand courage d'être des hommes, de dire non à la guerre, ils ont refusé d'être des moutons. Ils n'ont pas voulu être égorgés, et ils n'ont pas voulu, non plus, obéir à l'ordre de tuer. Vos prédécesseurs les ont condamnés. Par « solidarité ministérielle » (il paraît que ça existe), allez-vous les laisser crever, au bagne ou en exil ? Allez-vous, également, laisser crever en prison ou à l'étranger, de nobles gosses comme Vidal, comme Ferjasse, pour ne citer que ces deux-là ? Allez-vous maintenir en prison Bartosek et ses « complices », ainsi que tous les autres victimes de l'ignoble loi de 1920 contre la propagande malthusienne ? Allez-vous encore garder longtemps vos et nos camarades emprisonnés en vertu des lois scélérates ? Allez-vous laisser notre cher Coffin crever de faim, en raison de sa résidence forcée ? Et Loréal ?

N'allez-vous pas ouvrir toutes grandes les portes des bagnes d'enfants, ce chancre hideux ?

Je vous pose cette question, Messieurs, car aucun de vous ni dans son programme électoral, ni dans son programme gouvernemental n'a prononcé ce mot « amnistie ». Le dernier discours en date, où je croyais le trouver, est celui de Blum, dimanche, au Conseil national. Rien ! Et votre presse aussi, est muette. A part les manchettes de « L'Humanité », qui revendique d'ailleurs uniquement, pour les siens, il n'y a rien, désespérément rien.

Tout en vous adressant cet appel. Messieurs les maîtres, je rêve... Vous êtes, soudain, émus et vous les amnistiez, tous... Mais, après ? Pensez-vous que cela soit suffisant ? Ne devez-vous pas, vous qui avez le pouvoir, empêcher que ceux-là ou d'autres soient victimes à nouveau ? N'allez-vous pas reconnaître la légalité de l'objection de conscience ? N'allez-vous pas abolir les lois scélérates contre la presse et la liberté de parole, lois tant combattues naguère, par certains d'entre vous ? N'allez-vous pas rapporter la loi de 1920 contre le malthusianisme et faire voter, à la place, la proposition de loi communiste donnant statut légal à l'avortement ?

Oui, je sais... Les temps sont changés. Il faut, maintenant, une France forte. Et, pour cela, il faut des gosses, de la chair à canon, et de la discipline. Eh bien ! Messieurs, la ferme ! Vos boniments, nous les connaissons. Et dépêchez-vous d'accorder l'amnistie totale que tout le peuple libre exige et qu'il saura obtenir. — H. G.

Protestation contre un odieux jugement

Nous avons été très douloureusement surpris en apprenant les condamnations prononcées dans l'affaire des stérilisations de Bordeaux.

On se confond devant un pareil verdict de classe ! La loi ne permettait même pas les suites engagées ! Le délit de stérilisation par la vasectomie — qu'il ne faut pas confondre avec la castration — n'étant même pas prévu par la loi. C'est d'ailleurs pour cela qu'en tirant la Code, les chats-fourrés, voyant qu'ils ne pouvaient pas poursuivre pour un délit qui n'existait pas, en forgèrent un de toutes pièces : le délit de coups et blessures. Comme s'il pouvait y avoir coups et blessures quand les patients, non seulement s'offrent d'eux-mêmes à l'opération, mais encore, par la suite, sont pleinement satisfaits de l'opération. Il fut d'ailleurs très facile à M. Charpentier de démontrer que la thèse de l'accusation ne tenait pas, en invoquant seulement la pratique de la chirurgie esthétique dont les maîtres, sans erreur, n'ont pas été inquiétés jusqu'alors.

Alors que dans de nombreux pays, la vasectomie est chose courante, la démocratie française, toujours retardataire, se refuse à donner aux ouvriers de ce pays, le droit de disposer de leur corps. Dans le pays des Droits de l'Homme, où le mot Egalité est inscrit au fronton de tous les édifices publics, les maîtres ont le droit de disposer de votre santé et même de votre vie, mais vous n'avez pas le droit, vous, malheureux parias de l'usine ou du chantier, de vous refuser à avoir des enfants, si tel est votre bon plaisir.

A l'heure où des centaines de milliers d'individus crèvent de faim, à l'heure où les parents n'ont même pas la possibilité d'offrir à leurs petits les vêtements indispensables pour les protéger contre les rigueurs de l'hiver, on veut mettre, en haut lieu, la classe ouvrière dans l'obligation de donner la vie à de pauvres petits martyrs qui ne connaîtront dans l'existence que misères et privations. Comme disent nos cent pour cent gagnés à la bourgeoisie de ce pays, par la volonté de sa Sainte-Salutaire : pour une France forte et heureuse ! pour qu'on ne puisse toucher à un seul poil de notre soi ! Proletariats qui mourez déjà de faim, vous qui n'arrivez qu'au prix de toutes sortes de privations à joindre les deux bouts : faites des enfants, que vos exploitateurs enverront crever sur les champs de bataille, quand ils auront 20 ans, si la misère, responsable de tant de maladies, ne les a pas prématurément classés du nombre des vivants.

Contre un pareil déni de justice, il faut que tous les hommes de cœur se dressent et fassent entendre leur voix. Il faut que toutes les organisations révolutionnaires dignes de ce nom, que tous les journaux d'avant-garde mènent sérieusement campagne en faveur de nos camarades. Il faut que la Cour d'Appel, qui sera appelée à connaître bientôt de cette affaire, sente monter du peuple un souffle de réprobation si puissant qu'elle n'ose pas confirmer le jugement inique rendu par les premiers juges, et rende à leurs parents, à leurs amis et à la liberté les valeureux camarades qui n'ont commis d'autre crime que trop aimer les hommes et d'avoir été par trop émus des souffrances, de la détresse d'une trop grande partie de l'humanité.

Le Comité de Défense Sociale de Lyon. Pour tout ce qui concerne le Comité de Défense Sociale de Lyon, s'adresser : Lagrange, boîte 56, Bourse du Travail, Lyon.

Mauvais départ

(Suite de la première page)

blement abattre le Fascisme, conserver intact le champ des libertés conquises, fertiliser ce champ et l'élargir ; s'ils veulent cela (et cela c'est le résumé de ce qu'ils ont promis), alors, ils ont commis la faute énorme dont j'ai parlé au début de cet article.

**

Ne savent-ils donc pas que, aux heures fatidiques où se lève dans l'âme d'un Peuple un grand Esprit de Rédemption, dans l'esprit et le cœur de ce Peuple passe un frisson d'enthousiasme qui lui inspire tous les héros et tous les sacrifices ?

Ont-ils oublié que c'est cet élan puissant et fougueux, jailli de la souffrance humaine à bout de résignation, qui, sur la route douloureuse de l'humanité en marche vers des devenir meilleurs, a toujours brisé tous les obstacles et emporté toutes les résistances ?

Mais n'ont-ils pas observé que, dès que cette poussée se ralentit, la marche en avant s'arrête, et que, renaissant à l'espérance, les forces du Passé, qui ne veulent pas succomber, livrent un combat acharné aux forces de l'Avenir qui veulent vivre et se développer ?

S'imaginent-ils que c'est par pur amour pour Daladier, Paul-Boncour, Bergery, Blum, Paul Faure, Auriant, Cachin, Thorez, Jouhaux et Racomond et pour avoir l'honneur et la joie d'être, directement ou indirectement, gouvernés par ces messieurs que les travailleurs ont voté en masse pour le Front Populaire ?...

Les quelques millions d'électeurs qui ont élu les candidats du Front Populaire ne se contenteront pas de vains discours ; tout porte à croire qu'ils seront autrement exigeants.

Au lendemain du 3 mai, les Partis victorieux pouvaient tout demander à ces masses galvanisées et frémisantes ; ils pouvaient attendre d'elles les plus prodigieux efforts : Soulevées d'espoir et d'enthousiasme, elles eussent été capables de tout.

Dix jours se sont écoulés. La température a déjà sensiblement baissé ; l'élan n'est déjà plus le même. Dans quelques semaines, le calme plat aura succédé à l'agitation.

Les triomphateurs n'auront ni su, ni voulu profiter de l'heure décisive. Réformes qui ne réforment rien ; améliorations qui n'améliorent rien ; c'est le passé qui continuera.

Hormis que le personnel gouvernemental ne sera plus le même et que les chefs du Front Populaire et leurs amis se seront distribués les postes avantageux, les places de tout repos et les sinécures, rien ne sera changé.

C'est, sans doute, tout ce que désirent les bénéficiaires du 26 avril et du 3 mai.

Grand bien leur fasse ! Reste à savoir si les pauvres bougres qui les ont gratifiés de leur confiance se contenteront de ce piètre résultat.

Les anarchistes veilleront à ce qu'il n'en soit pas ainsi.

SEBASTIEN FAURE.

Comité de Défense sociale de Bordeaux

Un Scandale Judiciaire !

AU NOM DE LA MORALE !

DE LEUR MORALE !

Des juges de Bordeaux ont condamné :
Nobert Bartosek, à 3 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour ;
Jean Baësa à 2 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour ;
Louis Harel, à 6 mois de prison, 5 ans d'interdiction de séjour ;
André Prévôt à 6 mois de prison, 5 ans d'interdiction de séjour ;
pour « délit » de STÉRILISATION HUMAINE (or ce délit n'est pas prévu par la loi.)

POUR PROTESTER CONTRE CETTE INIQUITÉ !

Assistez en masse au MEETING qui aura lieu le samedi 16 mai à 20 h. 30, à l'Alhambra, rue d'Alzon. Y prendront la parole :

PIREU, Fédération girondine de la L.D.H. ;
MAUDUIT, Avocat du Comité Central de la L.D.H. ;
COSTEDOAT, Avocat du Parti S.F.I.O. ;
BARRUE, Professeur au Lycée de Bordeaux ;
P. LAPEYRE, du Groupe Culture et Action ;
Georges PLOCH, Homme de Lettres.

Participation aux frais : 2 francs.

Comité de Défense Sociale de Bordeaux. — Le Comité de Défense Sociale de Bordeaux pense qu'il est utile d'organiser, le plus rapidement possible, de vastes meetings de protestations, partout où cela est réalisable. Devant de telles condamnations, tous nos camarades doivent réagir. Pour tous renseignements, s'adresser à J. Roux, secrétaire du Comité de Défense Sociale de Bordeaux, 23, rue Paul-Antin.

Victor Serge est libre

Tous ceux qui ont suivi nos campagnes contre la répression qui s'exerce en U.R.S.S. à l'égard des meilleurs militants révolutionnaires seront heureux d'apprendre que le gouvernement soviétique, sous la pression internationale, s'est décidé à libérer Victor Serge et sa famille qui, ainsi que l'a relaté maintes fois *Le Libéraire*, subissaient depuis plusieurs années les rigueurs de la déportation pour crime de pensée libre.

Le droit de séjour lui ayant été refusé en France, il est actuellement en Belgique d'où il vient d'écrire à la *Révolution Proletarienne* une lettre dont nous extrayons ce passage :

« J'ai laissé derrière moi, en Russie une foule de militants durement, indéfiniment, implacablement persécutés pour le seul « crime de pensée », parce qu'ils ne vivent que pour la révolution. Ils remplissent les prisons, les camps de concentration, les lieux de déportation. Ils y meurent... »

Que ce nouveau témoignage d'une des victimes de la dictature stalinienne nous incite à redoubler d'ardeur pour arracher les milliers d'autres des mains de leurs bourreaux.

Le Congrès de Saragosse de la C.N.T.

L'Espagne ouvrière et révolutionnaire élabore son destin et un grand souffle de confiance dans l'avenir immédiat anime les militants.

De Charles Robert et de Tricheux, nous avons reçu les comptes rendus suivants du Congrès de la C. N. T. Ces deux comptes rendus, dont nous avons dû, faute de place, ne retenir que l'essentiel, se complètent l'un par l'autre, et donnent une physionomie exacte et complète des premiers débats du Congrès.

Saragosse, où se tient le Congrès, est une vieille forteresse du mouvement libertaire en Espagne. La C. N. T. y compte environ 15.000 adhérents. Les forces de l'U. G. T. sont faibles. Leurs affiches sont plus petites et bien moins nombreuses que celles de la F. A. I. et surtout celles de la C. N. T. qui annoncent son Congrès et l'ordre du jour.

Un tract signé par les deux organisations syndicales, collé partout annonce à la population que le café Boulevard est boycotté. A la suite de quoi il a fermé ses portes. C'est que les compagnons libertaires ne plaisaient pas sur le chapitre de l'action directe.

AU THEATRE IRIS

Le Congrès de la C. N. T. tient ses assises dans un des plus grands théâtres de Saragosse, le théâtre Iris. Dès neuf heures du matin, à la première séance, une grande animation règne aux abords.

Ce jour, au théâtre Iris, on refuse du monde. Je montre la lettre du *Libéraire*. Un jeune camarade me guide jusqu'à la tribune du Congrès où me reçoit le secrétaire général du Comité National de la C. N. T. Horacio Prieto.

La salle est pleine. Près de 700 délégués occupent le parterre. Les tribunes se remplissent continuellement. Hommes, femmes, enfants, s'entassent sur les gradins.

Je prends place au milieu de cette foule sympathique où la bonne franquette les assistants se passent, pour se désaltérer, l'antique alcarazas de terre cuite.

L'élément Jeune, de 25 à 30 ans, prédomine, tant dans l'assistance que parmi les délégués.

L'ATMOSPHERE DU CONGRES

Cette foule d'environ 3.000 personnes, avec les délégués, suit les débats dans un silence religieux.

J'ai assisté à beaucoup de Congrès. Je n'ai vu nulle part un spectacle aussi émouvant, une attention aussi soutenue, un respect aussi intégral de l'opinion d'autrui. On n'apparaît pas aux réunions de la C. N. T. et à présider des débats de cette nature est chose facile. La seule chose que l'on ne tolère pas, ce sont les injures et les questions de personne. Un « non » unanime et formidabile s'élève du parterre et rappelle à l'ordre l'orateur égaré.

LE RETOUR

DE L'OPPOSITION TRENTISTE

Une des grandes questions à l'ordre du jour c'est le retour de l'opposition « trentiste » à la C. N. T.

Les représentants de l'opposition de Huelva, de Valence, de Catalogne, prennent successivement la parole. Ils sont écoutés dans un silence absolu. Tous sont de bons orateurs. Ils développent les points de vue de l'opposition sur les causes de la scission et reconnaissent les erreurs commises de part et d'autre. Tous sont partisans de la rentrée à la C. N. T. dont le rôle décisif dans les luttes prochaines n'échappe à personne.

Les délégués des syndicats de la C.N.T. leur répondent dans le même esprit. Le débat se déroule sur le terrain idéologique et on cherche moins à incriminer les personnes qu'à découvrir les causes qui ont provoqué cette différence d'appréciation de la conjoncture d'il y a quelques années, car tous les orateurs sont d'accord pour constater que la scission était provoquée par des appréciations différentes de la situation.

On est loin de l'autocritique « que pratique le Parti communiste, dont les plus claires des préoccupations visent à éliminer tel ou tel personnage consulaire, gonflé pendant des années, par une armée de scribes et de laudateurs.

A la C.N.T. et à la F.A.I. il n'y a pas des personnages consulaires ni des places rétribuées qui excitent l'appétit des fils d'épiciers en quête d'une situation sociale.

La plupart des délégués viennent de sortir de prison. On est pris d'admiration devant le courage et l'abnégation de ces jeunes gens, déjà vieux dans la lutte révolutionnaire.

Cinq ans séparent le Congrès actuel du dernier Congrès tenu à Madrid en juin 1931.

Ces cinq années ont été une rude école pour nos camarades.

Les différentes expériences révolutionnaires : janvier 1932, décembre 1933, octobre 1934 ont beaucoup appris aux militants et quand on parle avec eux on sent cette maturité que l'on rencontre dans les milieux révolutionnaires chez les militants à la veille des grands changements sociaux.

CHARLES ROBERT.

(A suivre.)

Le II^e Congrès extraordinaire de la C. N. T.

Que paraissent plats nos pauvres Congrès à côté de celui-ci. Ici le bureau — des secrétaires sur une tribune — en bas la multitude des délégués accrédités par des syndicats qui ont longuement débattu un ordre du jour chargé, des délégués qui ont soif de se faire entendre, qui comptent remplir fidèlement leur mandat, qui demandent avec véhémence leur tour de parole.

L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour du congrès est particulièrement chargé, comme on peut juger par l'énumération suivante :

1^o Opposition confédérale ;

2^o Information sur les comités nationaux et revision des comptes ;

3^o Analyse de la situation actuelle et fixation des normes d'activité pour l'avenir ;

4^o Alliances révolutionnaires ;

5^o La situation politique et sociale ;

6^o Le chômage ;

7^o Le problème agraire ;

8^o La conception confédérale du communisme libertaire ;

9^o Compte rendu du Comité Pro Presso ;

10^o Résidence du Comité national ;

11^o Questions diverses.

Devant une salle pleine à craquer de plus de 3.000 personnes — et qui ne désespérera pas pendant les six jours du congrès, le secrétaire du Comité National fait le discours d'ouverture. Il espère que ce Congrès sera le dernier que la C.N.T. célébrera dans le régime capitaliste ; il souhaite, dit-il, que les débats et surtout sur le premier point de l'ordre du jour se déroulent dans la plus parfaite cordialité. Il faut dit-il, que nous soyons tolérants, s'il y a eu des frictions entre nous, il nous faut les adoucir et les supprimer dans l'intérêt de notre mouvement.

Avant de discuter l'ordre du jour, on nomme une commission de revision des mandats. Il n'est pas facile de truquer ici, les mandats sont soumis de la part non seulement de la commission mais de l'assemblée entière à un épiluchage sérieux. Entre temps une infinité de télégrammes et de lettres qui arrivent de tous les points de l'Espagne. Saluts et vœux de syndicats nouvellement constitués qui n'ont pu envoyer de représentants ; de nombreux groupements anarchistes, d'associations libertaires culturelles, féminines.

LA REPRESENTATION DES SYNDICATS

La commission de revision des mandats porte à la connaissance de tous que le nombre des délégués au congrès de la C. N. T. est de 632 représentant 825 syndicats comptant 386.614 adhérents ; les syndicats d'opposition, puisque opposés 43 délégués représentant 85 syndicats comptant 69.621 adhérents. Les syndicats non représentés, la majeure partie très éloignés du lieu du congrès, sont, autant qu'il a été possible de le contrôler, de 150 syndicats avec 67.659 adhérents.

Au total la C.N.T. contient donc 523.884 adhérents répartis dans 1.060 syndicats.

A noter que la C.N.T. reçoit journellement une quantité considérable d'adhésions, que les différentes régionales suffisent avec peine et certaines n'y arrivent pas à délivrer les carnets à la demande des syndicats. J'ai vu emballés dans cinq grandes caisses 15.000 carnets prêts à être expédiés dans les Asturies et aux Canaries, 20.000 sont demandés par Barcelone et 100.000 timbres y ont été envoyés.

On aura pu se rendre compte que le chiffre des adhérents est moindre que ce que bien souvent on nous avait dit. Cela tient à la répression féroce qu'ont subie nos camarades d'Espagne, cela tient à l'emprisonnement des meilleurs militants et à la désagrégation consécutive des syndicats, enfin à la vie clandestine de toute l'organisation, peu propice à son développement on le comprend.

Au rythme des adhésions actuelles grâce à la propagande qui va s'intensifier bien plus après le congrès, qui soulève un enthousiasme indescriptible le mal sera vite réparé et la C.N.T. aura bientôt gagné le million d'adhérents.

LE PROBLEME DE L'OPPOSITION

La revision des mandats étant terminée on passe alors au premier point à traiter dans l'ordre du jour « La situation de l'opposition confédérale ».

Cette opposition représentée au congrès par 43 délégués représentant 85 syndicats prit corps au congrès de 1931, l'opposition prétendant que la C. N. T. ne tenait pas suffisamment compte de la volonté du prolétariat oppositionniste, qu'il n'était pas favorable à l'organisation de précipiter constamment les ouvriers dans des grèves générales sans contrôle, sans motif suffisant.

Le temps « ce grand guérisseur » a cependant fait son œuvre et aujourd'hui le congrès rapproche les membres de cette grande famille qui est la C.N.T. L'opposition reconnaît qu'il faut aujourd'hui, conjuguer les efforts de tous, afin de faire face au marxisme et qu'il est nécessaire que la Révolution se fasse sous le signe libertaire.

Le syndicat du textile répond à l'opposition. Nous sommes, dit-il, aussi anarchistes que nous l'étions en 1931, les mêmes circonstances ont changé. Nous sommes placés aujourd'hui devant un Etat organisé, devant une contre-révolution organisée et nous ne pouvons raisonnablement croire que nous serons seuls à lutter, il nous est donc nécessaire de rechercher l'union dans le prolétariat.

— Qui d'entre nous n'a été calomnié ? Cloué sur la croix ? Tout cela lorsqu'on sait ce qu'est la vie, que l'on a un peu d'expérience, n'a aucune importance et l'on peut espérer que le temps répare les fautes.

— Vous avez dit que la C.N.T. était soumise à la F.A.I., ceci est absurde, ce sont les groupes anarchistes qui ont servi d'instrument à la C.N.T.

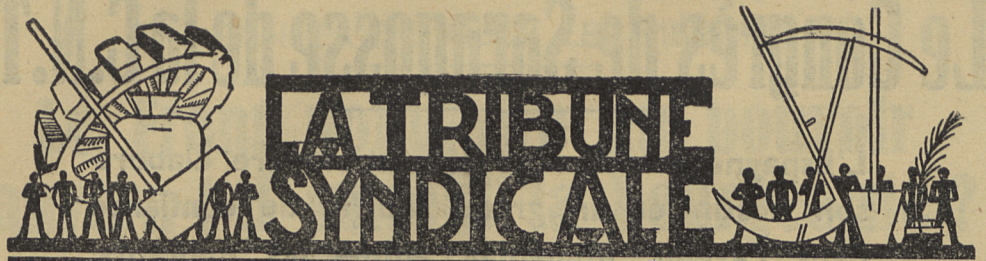
Un autre camarade s'adressant à l'opposition s'exclame : « Vous inculpez la F.A.I. ! Mais sans elle, la C.N.T. n'existerait peut-être plus ou serait depuis longtemps réformiste.

La discussion est cependant courtoise, il ne doit y avoir, on l'a dit, ni vainqueurs ni vaincus.

Le vent souffle à l'embrassade et dans un accord général l'opposition rentre à nouveau dans le sein de la C.N.T.

C'est dans des acclamations frénétiques que se termine la discussion de ce premier point de l'ordre du jour.

A. TRICHEUX.



SYNDICALISTES VEILLEZ!

Nous n'avons pas été autrement surpris des décisions du Conseil National du Parti socialiste qui, réuni d'urgence dimanche dernier pour envisager les modalités de constitution du futur gouvernement, chargeait son bureau et Léon Blum de solliciter la participation gouvernementale de la C.G.T., à l'égal des partis politiques adhérents au Front populaire.

En effet, depuis une dizaine de jours, des bruits circulaient, repris par la presse et la T.S.F., laissant entendre que certains leaders cégétistes seraient pressentis pour faire partie de la prochaine équipe ministérielle, sans que nous ayons aperçu dans l'organe officiel de la C.G.T. le démenti qui s'imposait de la part du bureau confédéral.

Notre inquiétude se renforça lorsque, rompant ce silence insolite, parut, en bonne place, dans l'*Humanité* du 8 mai, un article de Frachon, secrétaire adjoint de la C.G.T. (donc bien placé pour en connaître), s'élevant contre toute participation éventuelle de la C.G.T. au gouvernement de Front populaire.

Or, pas de fumée sans feu, et, quoiqu'il soit assez cocasse de voir un partisan acharné du cumul des fonctions politiques et syndicales adopter une telle attitude (qui coïncide d'ailleurs étrangement avec celle du Parti communiste dont il est membre influent), il ressort clairement à la lecture de cet article qu'il a été rédigé dans le but de battre en brèche certaines velléités participationnistes qui se seraient révélées au sein même du bureau confédéral.

D'autre part, nous ne ferons pas l'injure aux dirigeants socialistes de penser qu'ils n'aient préalablement « tâté le terrain » avant de faire publiquement appel au concours de la C.G.T. et à celui de Jouhaux en particulier pour une participation effective.

Ces quelques indices sont suffisants pour démontrer que certaines personnalités marquantes de la C.G.T. auraient fait bon marché de l'indépendance de notre mouvement syndical.

Et puis, ce n'est sans doute pas par hasard que Racamond a cru devoir appuyer son ami Frachon dans l'*Humanité* du mardi 12.

Ce n'est pas non plus sans raison que la vigilance avertie de militants tels que Liochon et Hagnauer s'est manifestée dans les colonnes du *Peuple* des dimanche 10 et mardi 12 mai pour défendre l'indépendance du syndicalisme.

Tandis que le premier rappelait que « les revendications syndicales se réalisent par une action quotidienne et directe sur le patronat, l'opinion publique, les Pouvoirs politiques », et que « pour secouer l'indifférence, étaler au grand jour les injustices dont souffre le travailleur, pour accomplir son œuvre, il faut au mouvement syndical la liberté, la cohésion, l'unité protégée contre les risques des batailles doctrinaires de la politique pure ou de la philosophie », le second réclamait « la liberté entière pour la C.G.T., liberté que générerait certainement la solidarité gouvernementale et les fluctuations de la majorité parlementaire, si des militants syndicaux étaient ministres ». Hagnauer faisait d'ailleurs suivre son exposé d'une série de revendications immédiatement réalisables dont le nouveau gouvernement pourra utilement faire son profit.

Quoi qu'il en soit, la Commission administrative de la C.G.T., qui s'est réunie mardi, a cru sage de répondre au Parti socialiste « que c'est dans l'institution d'organismes techniques que cette collaboration peut s'établir », et il est probable que le Comité confédéral national qui se réunira lundi approuvera cette attitude.

Sans doute, veut-on faire allusion au Conseil National économique qui doit être le conseiller technique du gouvernement. Conseil qui n'aura d'ailleurs d'autre pouvoir que celui d'émettre des avis et d'apporter des suggestions et projets qui, sans le concours de l'action ouvrière, dormiront dans les cartons.

L'expérience démontre que c'est seulement sous la pression directe de la classe ouvrière s'exerçant sur le lieu de travail que celle-ci a pu obtenir quelques améliorations de son sort.

Or, Léon Blum sait combien il aura besoin de se concilier le mouvement syndical pour freiner les aspirations ouvrières suscitées par l'avènement du Front populaire au pouvoir. Il s'agit, en effet, de ne pas effrayer la bourgeoisie en laissant se développer une action revendicatrice prématurée, mais au contraire, d'obtenir des dirigeants syndicaux la passivité de leurs troupes et c'est pourquoi le futur président du Conseil désirait embarquer quelques otages dans son ministère.

Ainsi, quelle que soit la forme sous laquelle elle se manifeste, il est probable que la collaboration syndicalo-gouvernementale aura comme corollaire inévitable la mise au pas du mouvement syndical sur la pression du gouvernement qui entendra ne pas être gêné dans son action conciliatrice des intérêts en présence.

Il est même probable qu'elle nous achèvera à grands pas vers un syndicalisme d'Etat entraînant la réglementation légale de tout le processus revendicatif, agrémentée de mesures coercitives à l'égard des contrevenants.

Surtout qu'on ne nous taxe pas d'exagération sur les intentions véritables des dirigeants syndicaux. N'a-t-on pas vu dans un récent numéro du *Peuple* célébrer comme une « grande victoire du prolétariat luxembourgeois » la constitution, dans le Luxembourg, d'un Conseil national du travail, à représentation tripartite, dont le texte du décret l'instituant contient la suppression pour la classe ouvrière des moyens de lutte qui lui sont propres. Qu'on en juge :

Art. 3. — S'il survient un conflit collectif ouvrier aux conditions du travail dans une ou

plusieurs entreprises, il sera porté devant le Conseil par la partie demanderesse avant toute cessation de travail.

Art. 5. — La procédure de conciliation prévue au présent arrêté est obligatoire. Quiconque provoque un arrêt du travail sans avoir préalablement saisi le Conseil, ou refuse de se soumettre sans raisons valables aux tentatives de conciliation du Conseil, ou empêchera les représentants des parties de remplir leur mission dans la procédure de conciliation, sera puni d'une amende de 50 à 5.000 francs, sans préjudice des dommages-intérêts.

Célébrer comme une victoire une telle clause d'asservissement n'est-il pas symptomatique de l'état d'esprit de ceux qui s'y livrent ? Est-ce donc là le but que poursuivent ceux qui préconisent la réforme du Conseil national économique ? Tout porte à le croire.

Et nous ne pouvons pas ne pas nous souvenir que les mêmes félicitaient Largo Caballero, le secrétaire de la Centrale syndicale socialiste devenue ministre du Travail en 1931 lorsqu'il appliquait la fameuse « loi de défense de la République », par laquelle il imposait l'arbitrage obligatoire et l'interdiction du droit de grève, fermait les syndicats et déportait sans jugement les courageux militants coupables de vouloir défendre leurs droits à la vie par l'action directe.

Ces considérations nous portent à réclamer de la part des véritables syndicalistes une vigilance de tous les instants pour ne pas laisser étrangler l'action ouvrière sous prétexte de ne pas gêner l'expérience politique du Front populaire.

Nous sommes d'accord pour reconnaître que celui-ci aura une immense besogne à accomplir s'il veut, ainsi que le définit Belin, « gouverner contre la misère ».

Cependant, les discours de Léon Blum au Conseil national socialiste ne nous permettent pas d'augurer l'action énergique que s'imposeraient de la part du futur gouvernement pour mettre à la raison les profiteurs du régime responsables de la situation lamentable actuelle.

En bon politicien, il a voulu avant tout rassurer les classes possédantes en se défendant de toute velléité révolutionnaire. Puis il a laissé entrevoir un aménagement d'ordre général de la situation économique qui ne répond que très faiblement aux aspirations ouvrières. Nous n'avons d'ailleurs trouvé dans ce discours aucune allusion concernant l'abrogation des décrets-lois. Les travailleurs spoliés attendent pourtant de la prochaine coalition gouvernementale non pas l'humanisation promise, mais la suppression pure et simple des décrets scélérats.

C'est pourquoi la classe ouvrière doit se convaincre que le salut n'est pas dans un aménagement conciliateur d'intérêts irréductiblement opposés, mais au contraire dans une action énergique s'attachant à précipiter la chute du régime.

L'heure cruciale du syndicalisme révolutionnaire sonnera tandis que s'avèrera définitive l'impuissance de l'action légale dans le cadre du régime. Il convient d'être prêts à parer à toute éventualité.

Plus que jamais, action directe !

N. FAUCIER.

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE DANS LES SYNDICATS

Malgré toutes leurs tentatives, les communistes, en dépit de leurs manœuvres insidieuses, n'arrivent pas à faire l'insinuation docile de leur politique. En ce qui concerne la lutte contre la guerre par exemple, ils sont déjà nombreux les syndicats qui, malgré l'escamotage de Toulouse, ont pris nettement position sur la motion des correcteurs de la Seine.

Cette semaine c'est le syndicat des personnels du Trésor de la Seine qui va reprendre dans son intégralité.

Ainsi en dépit de l'inertie volontaire des états-majors confédéraux, l'opposition à la guerre dans le mouvement syndical progresse avec force.

C. G. T. S. R.

FEDERATION NATIONALE DU BATIMENT COMMISSION EXECUTIVE

Conseil Syndical du S. U. B. et du S. U. T. de Carrières-sur-Seine et région (Seine-et-Oise et Seine)

Après avoir entendu le compte rendu du camarade J. S. Boudoux, délégué fédéral sur sa tournée de propagande à Bordeaux, à l'occasion du 1er mai protesté énergiquement contre le verdict de classe prononcé contre les camarades Burtoski, Harel et Prevost, affirmant une fois de plus que la stérilisation est un moyen de défense individuelle, face au régime capitaliste, et que cette liberté a été violée par les chats fourrés bordelais agenouillés devant les marchands de canons et le capitalisme français.

La Commission Exécutive fédérale, les conseils syndicaux sont heureux d'enregistrer l'effort syndicaliste des militants bordelais, ils espèrent une activité nouvelle et une recrudescence du syndicalisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, et dans le bâtiment en particulier.

Que tous les bâtiments syndicalistes fassent un effort pour fortifier leurs syndicats, et en créer partout où il n'en existe pas.

Nous comptons sur les concours de tous les syndicats, de tous les militants, de tous les anarchistes syndicalistes.

Pour la Fédération : Le Secrétaire : Lucas.

P. le M. B. de Carrières-sur-Seine et le S. U. T. : Gandillet, Dulong.

Tous les militants et les syndicats de province doivent être en relation constante avec la Fédération et informer de tous les événements le secrétariat : Alex Lucas, chemin des Bois, Le Vésinet (Seine-et-Oise).

PARIS-BANLIEUE

BAGNOLET

C'est avec satisfaction que nous voyons nos efforts, pour grouper les vrais révolutionnaires de notre ville, réussir. Il ne faut pas cacher que le « Libéraire » a produit l'effet d'un pavé dans une mare, il y a eu des éclaboussures, tant pis pour quelques-uns.

On comprendra que nous n'acceptons pas de payer les frais de la canonisation de Jeanne d'Arc, cette pucelle qui faisait les délices de certains seigneurs. Pourquoi pas la Pompadour, dans notre cité, on peut constater l'écroulement d'un grand nombre d'ouvriers, surtout des chômeurs, vis-à-vis du Comité d'entraide où un conseiller municipal communiste se glorifie d'avoir « fait rentrer par la fenêtre le curé, qui avait fui par la porte ». C'est de cette façon que nos ex-purs comprennent la lutte de classes.

Pour notre part nous luttons contre cette duperie, et au lieu de tendre la main aux volontaires nationaux, nous nous opposons même par la force aux fascistes de tout poil qui ont le culot de délibérer dans notre ville.

Nous faisons appel à tous les véritables révolutionnaires pour qu'ils viennent avec nous grouper autour de nos pancartes pour une vraie démonstration au mur des fédérés.

Pour le groupe, JARY.

CARRIERES-SUR-SEINE ET REGION COMITE AUTONOME DES CHOMEURS DE CARRIERES-SUR-SEINE

Le 26 mars dernier, une Commission d'enquête venait contrôler à la mairie de Carrières les fonds de chômage de la commune.

Dans une lettre en réponse à l'enquête, émanant de la Préfecture de Seine-et-Oise à la Municipalité de Carrières, 28 chômeurs de la commune sont frappés de radiation ou diminution aux allocations de chômage.

Le Comité des chômeurs s'élève contre de telles mesures aussi vexatoires qu'erronées, au mépris de tout bon sens, et de tout sentiment humanitaire.

Fait juge de la population, les travailleurs, contre ces procédés abominables et crapuleux et doivent soutenir notre délégation qui a demandé audience auprès du préfet pour apporter la preuve contraire aux mensonges donnés contre nos camarades frappés.

Tous debout contre l'injustice.

Le Secrétaire : Davout.

GROUPE LIBERTAIRE REGIONAL.

Une réunion publique sera organisée de samedi en huit, tous les abstentionnistes seront convoqués, les dispositions seront prises à la prochaine assemblée générale du groupe.

Le Secrétaire.

NOISY-LE-SEC

Il a déjà été écrit ici-même et il n'est pas inutile de le répéter qu'à son entrée en fonction, le conseil municipal de Noisy-le-Sec avait voté en principe la nomination de deux élus (celle du maire communiste et du représentant de la Jeune République), le déplacement de la statue de la pucelle d'Orléans. Le maire Routhier lui-même déclarait que bientôt le fait serait accompli.

Or, dans un article de la « Voix de l'Est », organe régional du P. C. du vendredi 8 mai, il ne s'agit plus de cela. Il y est dit que le P. C. et le Front Populaire, pris par des occupations de premier plan n'ont pas encore fixé l'attitude à prendre à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, mais qu'il conviendrait cependant de rendre à cette dernière sa véritable signification au lieu de la laisser accaparer par ceux qui ont brûlé « la fille du peuple » ou par leurs amis fascistes. Enfin, il est dit plus loin que pour cette année on restera sur le statu quo.

Alors, attendons-nous à ce que l'année prochaine la pucelle soit dignement fêtée par le P. C. et le Front Populaire, il est vrai que Jeanne d'Arc a délivré la France. Elle aussi sans doute la désirait libre, forte, heureuse.

A moins que ce projet aille rejoindre celui de la formation du Comité d'entente aux chômeurs. Car malgré les apparences, tout n'a pas l'air d'aller à l'intérieur du Front Populaire. Des résistances se font jour sur ces deux questions surtout. On chuchote en ville qu'une démarche aurait été faite auprès de la Fédération socialiste de la Seine. Un blâme aurait été envoyé à ces réfractaires de Noisy qui n'aiment pas la calotte, qui votent toujours au sein du Front Populaire contre le P. C.

Camarades socialistes de Noisy ne vous laissez pas influencer par les superlatifs de gauche. Rappelez-vous les paroles du citoyen Chopin, ex-Croix de Feu, ex-fondateur des dispo, quand il déclarait que les fascistes tenteraient leur mauvais coup le dimanche matin à 10 heures, qu'ils partiraient des églises. Il terminait en disant : « Pas de compromissions ni de marchandises, lutte de classes. »

Faut-il que ce soit un adversaire qui vous dicte votre ligne de conduite, je ne le crois pas. Malgré les pressions faites contre vous, continuez la lutte, vous nous trouverez toujours à vos côtés contre les faux révolutionnaires, la calotte et les fascistes.

Pierre Saurin.

RAPPROCHEMENT FRANCO-RUSSE

Un journal de gauche publie l'entrevue suivante :

« Une importante délégation d'officiers et de sous-officiers de réserve républicains va se rendre en Russie rouge. Tous les amis de la paix applaudiront à cette initiative. »

On reste confondu devant cette interprétation. Ainsi ce sont des militaires qui vont faire la paix ! Ils ont vu Victor Ouglo, ils connaissent et approuvent les paroles de l'ouvrier, vous ôtez la guerre. La délégation républicaine va donc proposer aux Soviets la suppression de l'armée, ou tout au moins la réduction du service militaire.

Cela semble douteux. Il est probable que l'accueil des autorités russes sera cordial, et que la force militaire sera complaisamment montrée aux visiteurs. MM. les grades se retrouveront entre eux et l'on portera des toasts en l'honneur de la discipline, la force principale des armées.

La délégation reviendra enchaînée de son séjour et n'hésitera plus, si besoin est, à défendre le sol sacré de la patrie des travailleurs. Et comment défendront-ils l'U. R. S. S. ? Mais en faisant la guerre et en entraînant leurs hommes.

Pour les véritables pacifistes, il n'est qu'un seul moyen d'obtenir une paix viable, base de toute activité, c'est le désarmement. N'en déplaise aux belliqueux, nous sommes contre toutes les guerres, même les guerres de défense du prolétariat contre les fascistes. Notre ennemi est chez nous, pas ailleurs.

H. DREISINE.

Fédération de la Seine de l'U. J. P. F.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

| FRANCE | ETRANGER |
|-----------------------|-----------------------|
| 52 Nos 22 fr. | 52 Nos 38 fr. |
| 26 Nos 11 fr. | 26 Nos 19 fr. |
| 13 Nos 5 fr. 50 | 13 Nos 9 fr. 50 |

Chèque Postal : N. Faucier, Paris 596.03, 29, rue Piat, Paris (20°).

LA VOIX DE PROVINCE

LESQUIN

A Lesquin il y a une infirmière, Mme Deldique, qui fait payer ses piqûres à l'un 10 francs, à un autre 8 francs, à d'autres 6 francs et 5 francs, enfin à la tête du client, ou sans doute d'après le mobilier. Celui-ci a été acheté dans les années où les salaires n'avaient pas été réduits de 40 et 50 pour cent, où la classe ouvrière ne connaissait pas le chômage. Mais à l'heure actuelle la dame en question doit se souvenir que la misère s'est emparée de la population laborieuse et que si elle fait payer son travail 5 francs à l'un c'est que cela lui suffit, pourquoi augmenter le prix pour d'autres ouvriers en chômage pareillement ou travaillant à tarif réduit.

Nous demandons qu'elle veuille bien revenir à de meilleurs sentiments d'humanité.

Un groupe de malades.

MONTPELLIER

PROJET DE FEDERATION

Conformément aux décisions qui ont été prises au dernier Congrès de l'U. A., en vue d'intensifier la propagande et le regroupement des anarchistes, nous proposons, nous groupe de Montpellier aux autres groupes ou individualités éparses de la région :

1° L'étude d'un projet de Fédération.

2° Ce principe étant admis, sur quelles bases travaillerait-on à constituer cette Fédération.

Volontairement, nous nous abstentions de proposer quoi que ce soit, de façon à n'influencer en rien les propositions ou suggestions que seront amenés à faire les groupes.

Les réponses reçues seront communiquées aux autres groupes ayant déjà répondu, en échange des leurs.

SAINT-ETIENNE

GEORGES CAILLET ET ANDRE MONTAGNE PARLERONT DES PACIFISTES EMPRISONNES

Les élections sont passées. Une imposante majorité de laix va désormais siéger au Parlement. Sans doute, s'apprête-t-elle à appliquer le programme du front populaire et à donner au peuple de France « le pain, la paix et la liberté ».

La paix ! Que les nouveaux élus n'oublient pas ceux qui en sont les meilleurs artisans et qui paient de leur liberté le dévouement qu'ils ont mis à la servir.

Car ils sont nombreux, les héros de la fraternité des peuples qui méditent dans les geôles de la Troisième République sur l'inconvenant de posséder une conscience en un siècle où elles démissionnent.

Il y a Georges Bayssac, Louis Bonis, Coïn, Louis Loral, Armand Rolland, Gérard Vial et d'autres encore. Leur douloureux cas vous sera exposé, au nom du Comité Lereleux, par Georges Caillet et André Montagne, le 20 mai, à 20 h. 30, salle 36-38, Bourse du Travail.

Ceux qui ont à cœur de manifester leur solidarité avec les pacifistes emprisonnés viendront en nombre écouter les deux orateurs.

En réponse à un « Grincheux » provençal

M. André Négis signe quotidiennement dans le Petit Provençal une rubrique intitulée « Carnet d'un grincheux ».

On pouvait lire sous sa plume, il y a une semaine environ que les anarchistes, « les chambardeurs » étaient des sous-alimentés.

J. reproche d'abord à M. Négis d'entretenir une confusion entre anarchistes et chambardeurs et l'envoie deux hypothèses :

1° Ou il s'imaginerait sincèrement que les anarchistes sont de vulgaires chambardeurs et ignore tout des doctrines libertaires.

2° Ou il a le droit de ne pas être anarchiste. Mais journaliste, il n'a pas le droit d'ignorer l'anarchie. Quelle audace de prétendre étiqueter les autres quand on doit soi-même redoubler à l'école.

3° Ou il connaît nos doctrines. Il doit savoir qu'elles ont été conçues par des hommes animés d'un autre idéal que celui de leur propre satisfaction matérielle et approuvées non seulement par des nécessités, mais par des idées élevées dans la société actuelle.

S'il sait cela, s'il connaît nos conceptions de réorganisation sociale, et si, volontairement, il nous assimile à de simples chambardeurs, il manque de loyauté.

Tout bien que mal, je lui ai écrit ces choses. Il revient à la charge. Il entend confirmer sa thèse. Mais ses idées manquent de clarté et il mêle tout au long de son article deux pensées totalement distinctes :

1° Le jour où le révolutionnaire a ce qu'il lui faut, il cesse de l'être.

Puis, comme en effet, de ces révolutionnaires, il s'initiaient peut-être « anarchistes ». Ils ne l'ont jamais été, car si on l'a vraiment été, on ne peut cesser de l'être.

2° Quand il n'y aura plus de misérables, il n'y aura plus de révolutionnaires.

Ceci est une autre histoire et nous sommes d'accord de la condition bien sûr, de prendre misère au sens le plus large, morale, intellectuelle, aussi bien que matérielle.

Mais le jour où la misère sera disparue, c'est que la révolution sera faite.

Par contre, tant que nous verrons la douleur au cœur de nous, quand bien même nous aurions individuellement la possibilité de vivre confortablement nous souffrirons et nous resterons des révolutionnaires. Nous avons en effet la conviction que la « douleur universelle » ne cessera que par la révolution.

Et pour conclure, à la seule catégorie d'anarchiste que conçoit M. Négis, j'en ajouterais une autre :

« On est anarchiste, selon lui, qu'autant qu'on crève de faim. »

Il y a donc ceux qui avaient tout pour vivre luxueusement dans la société bourgeoise et qui ont fini « par crever de faim parce qu'ils étaient anarchistes ».

MARCEL LOBRY.

Communications Diverses

Aux libertaires campers. — Un groupe de campeurs, affiliés à la C.G.T.-S.R., projette d'organiser, pour la semaine qui suit le 15 août prochain, un camp de vacances en Belgique.

Que ceux d'entre eux qui sont intéressés par le projet le fasse savoir, soit à C. Revenut, 89, rue Saint-Fargue, Paris (20°), soit à J. Trolet, 34, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10°).

Synthèse Anarchiste, 5, impasse de Gènes, Paris (20°), mettra Couronnes, Mercredi 20 mai, à 21 heures : Pourquoi j'ai écrit *Maurer*, un homme préhistorique dans la société actuelle, causerie par Gérard de Lacaze Duthiers.

Musée du soir. — 15, rue Médah, Paris 11e, actuellement exposition sur la commune de Paris. Accueil fraternel aux copains libertaires du 14e.

Libre-Pensée, Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 9 mai à 20 h. 30, 6, rue de Châteaud'Eau (métro : République, Châteaud'Eau, Gare de l'Est).

Le Gérant Georges GIRARDIN.

Centrale du Croissant (St Nlle) 19, rue du Croissant, Paris-2e

La Vie de l'U.A.

C. I. de la Fédération Parisienne. — Le Comité d'Initiative de la Fédération Parisienne se réunira demain samedi 16 mai à 20 h. 30 précises au local habituel.

Présence indispensable d'un délégué par groupe.

Groupe des 19e et 20e. — Assemblée extraordinaire du groupe le jeudi 21 mai. Propagande à envisager. Présence de tous indispensable.

Groupe du XIVe. — Réunion tous les vendredis soir à 20 h. 30, salle Pignier, 5, boulevard Brune à la porte de Vanves. Chaque vendredi, de 5 à 7 heures, vente du « Libéraire » au métro l'Orléans. Prochainement conférence Lacaze-Duthiers et meeting pour l'annulation totale.

Permanence du groupe tous les dimanches matin de 11 heures à midi, salle Pignier.

AVERTISSEMENT. — A plusieurs reprises j'ai été victime de provocations insouvenables de la part de « bolchevistes » du rang. Aux insultes voilà qu'on ajoute la violence physique. Publiquement je déclare donc ne trouver en fait de légitime défense. Les nombreux habitants de la Porte de Vanves qui sympathisent avec les libertaires sauront fustiger les quelques « rageurs » qui ne peuvent souffrir notre activité.

Groupe du 18e. — Réunion le jeudi à 21 heures, 63, rue Doudouville.

Groupe des 19e et 20e. — Réunion jeudi 21 mai à 20 h. 30 au local du « Libéraire », 29, rue Piat. Présence indispensable de tous.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2e et 4e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Esclapart, Montreuil.

Banlieue Nord. Clichy, Gennevilliers, Levallois, Asnières. — Réunion du groupe dimanche matin, 17 mai, à 10 heures précises, 115, rue du Bois, à Clichy.

Ordre du jour : compte rendu financier ; moyens de propagande à envisager contre la guerre et pour l'annisme.

Après la réunion, la soirée se terminera vers 12 heures, vente du *Libéraire* dans la rue.

Groupe banlieue sud. — Réunion de tous les copains le lundi 18 mai à 20 h. 30, café Ramel, angle de la rue du Kremlin et du 14-Juillet à Biotre.

Groupe d'Antony. — Réunion du groupe le samedi 16 mai, à 21 heures, au Lapin Sauté (pont d'Antony). Compte rendu des congrès ; application de ses décisions. La présence de tous est indispensable.

Groupe de Colombes. — Pour tous renseignements et adhésions s'adresser à Scheck, 3 bis, rue Victor-Hugo. Le *Libéraire* est en vente à la librairie, 140, rue Saint-Denis et au marché le dimanche matin de 10 à 12 heures.

Groupe de Puteaux. — Les camarades de Puteaux et de la région sont invités à assister à la réunion du groupe le vendredi 15 mai, à 20 heures 30, salle municipale, 21, rue Rousselle, Puteaux.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2e et 4e vendredis de chaque mois, au Café du Siècle, Maison Pige, face à la Mairie. On trouve le *Libéraire* à notre siège, tous les vendredis soir ainsi qu'à la criée le samedi matin, place de la Mairie.

Bianc-mesnil. — Les camarades sont prévus ils trouveront le *Libéraire* toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge. Malakoff, Vanves et Garchon. — Réunion tous les mercredis à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe Libéraire de Boulogne-Billancourt. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du *Libéraire* et du *Comité syndicaliste*. Au Marché, à partir de 9 h. près de la gare. Pour tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Frenaud.

Groupe Anarchiste de Saint-Ouen. — Réunion tous les vendredis à 21 heures, au restaurant Frayssé, 101, avenue des Batignolles.

Appel à tous les camarades anarchistes sans distinction de tendance.

Groupe d'Antony. — Tous samedi 2 mai, à 20 h. 30, au préau, 8, rue Maurice-Rouvier, à la Porte de Vanves et dimanche après-midi, à la fête, 11, avenue de la Porte de Vanves.

Groupe de Bagnolet. — Les réunions du groupe ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, 27, rue Hoche. Camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités. Les adhésions ont lieu au